

An: EDA
 Telegrammdienst
 3003 Bern

Referenzen und Initialen

i.A.22.14.7.3. - BIC/sm

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Info et Presse

Seite-Nr.

1

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
wohentx					

Wochentelex 8/85 V e r t r a u l i c h

Information au sujet de déclarations Secrétaire d'Etat:

1. Nous devons partir de l'idée qu'à l'avenir aucun accord sur le désarmement ou sur le contrôle des armements, qu'il soit bilatéral ou multilatéral, ne sera désormais signé sans qu'il comporte des clauses de vérification.
2. Cela est tellement vrai que, dans le mandat que la Conférence de Madrid a donné aux négociateurs de la Conférence de Stockholm, il est dit que les mesures de confiance et de sécurité qui devront former l'essentiel du résultat de la Conférence, devront être entre autres:
 - a) politiqueemnt contraignantes,
 - b) assorties de formes adéquates de vérification correspondant à leur contenu.
3. Nous savons depuis plus d'un an que Stockholm ne terminera pas ses travaux sans que l'on donne une certaine consistance à ces deux conditions.
4. C'est pourquoi nous avons étudié au sein du Département à la fois ce que l'on pourrait faire sur le plan du caractère obligatoire des mesures et sur le plan de leur vérification. Le document des N+N déposé à Stockholm prévoit d'ailleurs que toute mesure de confiance adoptée doit être assortie d'une clause de vérification.

Letzte
Zeile

Datum: 18.2.1985

Tel. intern 30 53

Visum:

Dodis



An: EDA
 Telegrammdienst
 3003 Bern

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Ja Nein

Priorität

Norm. Dring. Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

2

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

5. Nous aurons l'occasion prochainement, avec nos partenaires autrichiens qui, indépendamment de nous, sont arrivés aux mêmes conclusions, de procéder à un échange de vues et à des consultations, sans doute fin mars, consultations que l'on pourra étendre aux autres pays neutres d'Europe et à la Yougoslavie, afin de déterminer quand et sous quelle forme nous déposerons à la Conférence de Madrid un document portant sur ces deux aspects essentiels du document à négocier.

6. En effet, pour nous il ne suffit pas que des vérificateurs soient acceptés, qu'ils aient des mandats, qu'ils les exécutent, encore faut-il savoir ce qui se passera lorsque ces mêmes verificateurs constateront des violations des engagements pris et de quelle façon ces violations seront sanctionnées. Voilà ce qui fera également l'objet de notre réflexion avec les Autrichiens.

7. On peut prévoir que les vérifications in situ se heurtent à des objections de l'URSS qui ne les a jamais acceptées. Si cela devait être le cas, nous devons d'ores et déjà penser à l'alternative suivante, à savoir organiser ce genre d'inspection par voie de satellite.

8. A propos de cet aspect du problème, nous devons nous rendre compte des obstacles qui existent à ce sujet:

- a) coût de l'opération,
- b) expertise technique et technologique,
- c) volonté politique.

Letzte Zeile

Datum: _____
 Tel. intern _____

Visum: _____

An: EDA
 Telegrammdienst
 3003 Bern

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

3

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

9. On peut imaginer un tel système cofinancé par les 35 pays de Stockholm, ou uniquement par les pays neutres et non-alignés (les coûts dans ce dernier cas seraient prohibitifs). Il convient également de considérer que la mise en orbite d'un tel satellite d'observation aurait des retombées scientifiques, industrielles et technologiques favorables pour les pays européens et, à ce titre, serait également intéressante. L'Europe ne serait pas évincée de la course à l'espace et n'abandonnerait pas entièrement la technologie des satellites d'observation à l'URSS et aux Etats-Unis.

10. Tout ceci doit encore être étudié. Il s'est agi aussi, au cours de ces derniers jours, de fournir matière à réflexion, de montrer qu'une bonne politique étrangère consiste à prévoir ce qui peut nous être demandé ou ce qui peut advenir et qu'en définitive nous sommes persuadés que les pays neutres et la Suisse ont un rôle à jouer dans le domaine de la vérification, que ce soit à Stockholm ou ailleurs.

11. C'est d'ailleurs dans cet esprit que, lors de son intervention devant la Conférence du désarmement à Genève, le 5 juillet 1984, où soussigné a dit qu'étions prêts à examiner un système de vérification de la non-utilisation militaire des armes chimiques, nous avons invité les délégués des 40 pays représentés à Genève à se rendre à Spiez, dans un laboratoire spécial où l'on procède entre autres à l'analyse et à l'identification d'armes chimiques. Cette visite aura lieu le 17 avril prochain.

Letzte Zeile

Datum: _____	Visum:
Tel. intern _____	

4 150 000 24665

ALL. EDA
 Telegrammdienst
 3003 Bern

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------

Ja Nein

Priorität

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------	--------------------------

Norm. Dring. Flash

Faktura

<input type="checkbox"/>

Text erg.

<input type="checkbox"/>

F.I.

<input type="checkbox"/>

Absender

--

Seite-Nr.

4

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

Soussigné a rencontré Sir Antony Acland, UK Permanent Under Secretary of Foreign and Commonwealth Affairs, à Zurich, le mardi 12 février, pour entretien d'à peu près deux heures avant une conférence que devait donner Sir Antony. Il a été procédé à un large tour d'horizon au cours duquel une identité de vues s'est dégagée sur les principaux problèmes d'actualité, à savoir relations Est-Ouest, CSCE, Conférence de Stockholm, différents groupe d'experts, rôle des neutres et non-alignés en Europe, UNESCO, etc. Sur deux points, le soussigné a tenu à répondre via Sir Antony à ce que Sir Geoffrey Howe avait dit à Conseiller fédéral Aubert une semaine auparavant à Genève à propos de l'Argentine:

a) La Suisse ne cherche pas et n'a jamais cherché le rôle d'intermédiaire/médiateur dans le conflit entre l'Argentine et la Grande-Bretagne. Elle a toujours agi en tant que représentant des intérêts britanniques en Argentine ou en tant qu'honnête courtier qui transmettait des informations dans un sens ou dans l'autre. Ceci semble avoir toujours été apprécié par les Britanniques et, à ma demande expresse, si nous devons cesser de transmettre ces informations, car apparemment ce rôle pourrait être interprété comme celui d'un intermédiaire/médiateur, Sir Antony m'a répondu que, bien au contraire, Londres tenait beaucoup à ce flot d'informations et d'appréciations que nous lui faisons tenir. Il faut dès lors que le malentendu sur ce point soit dissipé.

b) A la remarque de Sir Geoffrey, pourquoi voulez-vous que l'on négocie avec un Gouvernement qui n'est pas stable et dont l'avenir est

Letzte
 Zeile

1 150 000 24665

Datum: _____
 Tel. intern _____

Visum: _____

An: EDA
Telegrammdienst
3003 Bern

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------

Ja Nein

Priorität

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------	--------------------------

Norm. Dring. Flash

Faktura

<input type="checkbox"/>

Text erg.

<input type="checkbox"/>

F.I.

<input type="checkbox"/>

Absender

--

Seite-Nr.

5

Empfängercode Empfängercode Empfängercode Empfängercode Empfängercode Empfängercode

--	--	--	--	--	--

incertain, j'ai fait remarquer que du côté suisse on estime que c'est le meilleur gouvernement que l'Argentine ait eu depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, qui est beaucoup meilleur que les alternatives possibles, à savoir retour au pouvoir des militaires ou des péronistes et que toute politique intelligente des pays européens devrait consister à l'encourager ou à l'affermir plutôt que de miser sur ses faiblesses. D'ailleurs, à l'occasion du référendum sur l'accord du Beagle, le Président Alfonsín a donné confirmation de sa force.

CSCE: réunion d'Ottawa sur les droits de l'homme.

Le Secrétaire d'Etat a reçu le chef de la délégation américaine, l'Ambassadeur R. Shifter, qui est aussi le représentant américain au comité des droits de l'homme des Nations Unies. A cette occasion, une identité de vues presque parfaite avec la Suisse s'est dégagée sur l'approche générale de cette réunion. En effet, les USA considèrent Ottawa comme une étape importante ''d'après-Madrid'', et cela tant pour obtenir des résultats concrets sur le plan humanitaire (''performances'') que sur le plan de l'équilibre général du processus de la CSCE. Le processus doit maintenir la direction prise à Madrid, à savoir que l'aspect ''sécurité'' de l'Acte final (la CDE à Stockholm) ne suffit pas à lui seul mais doit être contrebalancé par l'aspect humanitaire (réunion d'Ottawa et de Berne surtout). La réunion de Vienne de 1986 devra donc aboutir à une décision préservant cet équilibre en ce qui concerne son ''follow-up''. Les Améri-

Letzte Zeile

Datum: _____

Tel. intern _____

Visum:

An: EDA
 Telegrammdienst
 3003 Bern

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------

Ja Nein

Priorität

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------	--------------------------

Norm. Dring. Flash

Faktura

<input type="checkbox"/>

Text erg.

<input type="checkbox"/>

F.I.

<input type="checkbox"/>

Absender

--

Seite-Nr.

6

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

cains estiment que l'Ouest ne manque pas d'arguments pour faire réfléchir les Soviétiques sur les conséquences d'un échec, notamment le fait que la commémoration du 10ème anniversaire d'Helsinki aura lieu peu de temps après la réunion et qu'un échec de celle-ci se ressentirait à Helsinki, que les Soviétiques connaissent l'importance de résultats équilibrés pour les Occidentaux et donc des répercussions négatives d'un échec sur l'ensemble du processus. Enfin que la question des droits de l'homme a une influence sur l'ensemble des relations entre URSS et Etats-Unis, y compris les négociations de Genève, a précisé Shifter, même s'il n'y a pas de lien direct. Les Etats-Unis entendent tirer un parti maximum d'Ottawa sur le plan de la publicité. Ils insisteront donc pour qu'une large part de la réunion soit consacrée à un débat sur la mise en oeuvre des dispositions d'Helsinki et de Madrid (environ 3 semaines sur les 6) et pour qu'un maximum de sessions soient publiques.

Sur le plan des propositions concrètes, une dizaine d'idées sont actuellement en cours d'élaboration au sein de l'Alliance. Il s'agit essentiellement d'idées ponctuelles et pratiques pour un meilleur contrôle de la mise en oeuvre des dispositions qui existent déjà. Pour nous, il s'agit à Ottawa de préserver la possibilité de continuer à se réunir pour se pencher sur le problème des droits de l'homme après Vienne et le document que nous présenterons ira dans cette direction. Du côté américain et occidental, on estime que c'est là un objectif certes souhaitable mais qui sera particulièrement difficile à réaliser vu l'opposition soviétique. Dès lors, les

Letzte Zeile

150 000 24665

Datum: _____
 Tel. intern _____

Visum:

AN: EDA
Telegrammdienst
3003 Bern

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

Occidentaux demanderont plutôt des améliorations ponctuelles dans le texte, avec tout ce que cela a d'aléatoire quant à son application.

Sous-Secrétaire d'Etat britannique A. Fletcher (F.) a fait, 12 février, visite à Berne dans cadre tour plusieurs capitales. Tenait à expliquer intentions son gouvernement en matière réorganisation, au Royaume-Uni, secteur services financiers non bancaires (opérations sur titres, options, futures, fonds de placement et assurance vie), à la suite récente publication livre blanc. Gouvernement britannique souhaite, en mettant en place système de contrôle original (''self regulations within a statutory framework''), concilier plusieurs impératifs: meilleure protection des investisseurs, renforcement position place financière Londres, plus grand accès population à détention de titres. F. a, par ailleurs, posé questions à délégation suisse, qui était conduite par Ministre Faillettaz, sur notre législation, entraide judiciaire dans domaine opérations d'initiés et position suisse face à initiatives américaines telles que ''waiver by conduct''.

F. a également rendu visite à Office fédéral assurances privées, puis à Secrétaire d'Etat Sommaruga où deux délégations ont passé en revue série questions pendantes dans relations bilatérales. Du côté suisse, problèmes suivants ont été soulevés: réduction liste médicaments remboursés par Sécurité sociale britannique, vente avions Pilatus PC 9 à Royal Air Force, attitude Londres sur accord Suisse-

Letzte Zeile

Datum: _____
 Tel. intern _____

Visum:

ALL. EDA
Telegrammdienst
3003 Bern

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------

Ja Nein

Priorität

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------	--------------------------

Norm. Dring. Flash

Faktura

<input type="checkbox"/>

Text erg.

<input type="checkbox"/>

F.I.

<input type="checkbox"/>

Absender

--

Seite-Nr.

8

Empfängercode Empfängercode Empfängercode Empfängercode Empfängercode Empfängercode

--	--	--	--	--	--

CEE en matière assurance non vie et, du côté britannique, vente Landrover à armée suisse.

F. a enfin eu, dans après-midi même jour, série contacts à Zurich avec hommes d'affaires et banquiers suisses et britanniques.

Brunner.

NNNN

Letzte
Zeile

Datum: _____

Tel. intern _____

Visum:

Vom 13.-15. Februar 1985 hat in Bern die 9. Vollrunde der vermögensrechtlichen Verhandlungen mit der DDR (Delegationschefs: Schweiz - Minister Reimann; DDR - Dr. Geschwandtner) stattgefunden. Erstmals wurden konkret Elemente einer Globalsumme diskutiert. Ferner wurde Text schweizerischen Abkommensentwurfs mit demjenigen der DDR verglichen und erörtert. Obschon DDR ebenfalls Globalabkommen mit entsprechender Saldoquittung will, hat sie nach wie vor Mühe, sich von Einzelfällen und einzelfallweiser Bewertung zu lösen. Nächste Vollrunde wird Ende Jahres/anfangs 1986 in Berlin abgehalten werden.

ARIANE: Mit dem zwölften ARIANE-Start am 9. Februar 1985 wurden wiederum zwei Fernmeldesatelliten gleichzeitig gestartet: ARABSAT 1 für die in der Arab Satellite Communications Organisation (ASCO) zusammengeschlossenen Staaten der Arabischen Liga und BRASILSAT 1 für die internen Fernmeldebedürfnisse des Landes. Damit verfügen zwei neue Regionen erstmals über ein eigenes Satellitenfernmeldesystem. Dass für den Start ARIANE gewählt wurde, unterstreicht die zunehmend starke Stellung Europas im kommerziellen Weltraumsektor.

Projekt eines arabischen Fernmeldesatelliten existierte als Konzept bereits vor Gründung der ASCO 1976. Entwicklungsauftrag erhielt 1981 die französische SNIAS/Aerospatiale in Zusammenarbeit mit Ford Aerospace USA. ARABSAT 2 wird in den nächsten Monaten mit SPACE SHUTTLE gestartet. Fernmeldekapazität ARABSAT 1 umfasst 8000 Telefon-/Telexkanäle für Verbindungen zwischen Bodenstationen der Hauptstädte sowie 6 Fernsehkanäle für den Empfang mit kleinen Bodenstationen. Vor allem letzteres dürfte medienpolitische Landschaft im arabischen Raum wesentlich beeinflussen. Kontrollversen über Programminhalte sind wahrscheinlich. Satelliten werden bei 19° Ost stationiert. Hauptkontrollstation des Systems in Dirhab (Saudi-arabien), sekundäre Station in Tunis. Empfangsbereich des Satelliten umfasst auch ganzen Mittelmeerraum, daher Assoziation von Bulgarien, Griechenland, Malta, Jugoslawien, Türkei, Zypern.

BRASILSAT ist Weltraumsegment der brasilianischen EMBRATEL und wird Schlüsselrolle in der fernmeldetechnischen Erschliessung des Landes spielen. Insbesondere Amazonasgebiet für klassische bodengebundene Verbindungen (Mikrowellen-Richtstrahl) fast nicht überbrückbar. Satellit ist weitaus kostengünstigeres Mittel. Entwicklung wurde kanadischer SPAR Aerospace in Zusammenarbeit mit Hughes USA übertragen. Satellitenposition bei 65° West. BRASILSAT 2 wird ebenfalls mit ARIANE gestartet werden.

OECD-Handelskomitee wählte zu Beginn Sitzung vom 13./14. Februar neuen Präsidenten (Botschafter Mizoguchi, Japan) und zwei Vizepräsidenten (Botschafter Blankart und Schomerus, BRD). Komitee befasste sich vor allem mit Handelsfragen, die an OECD-Ministerkonferenz vom 11./12. April zur Sprache kommen sollen. Die vom OECD-Sekretariat erstellte Studie über Kosten und Nutzen protektionistischer Massnahmen (Fazit: Protektionismus lohnt sich per Saldo nicht, keine Alternative zu offenem Handelssystem und positiver Struktur Anpassung) fand eine mehrheitlich positive Aufnahme. Grösstenteils Bejahung baldiger Publikation der Studie. Hauptthema war weiteres Schicksal der vertrauensbildenden Massnahmen im Handelsbereich (sog. 1. Phase Rollback, insbesondere Vorziehen der Zollsenkungstranche 1986 der Tokiorunde des GATT auf anfangs 1985 und des eigentlichen Rollback, des Abbaus von Handelsbeschränkungen der letzten Rezessionsjahre insbesondere im Grauzonenbereich). Punkto 1. Phase ist kein Optimismus am Platz, indem USA offensichtlich definitiv auf Mitmachen verzichtet haben. Hinsichtlich 2. Phase eigentlichen Rollbacks wird OECD-Ministerkonferenz 1985 kaum ein substantielles konkretes Programm nationaler Abbaumassnahmen präsentiert

werden können. Die USA traten mit erweitertem Rollbackkonzept hervor, das u.a. eine Ueberprüfung aller existierenden (und womöglich neuer) Schutzmassnahmen (innerhalb und ausserhalb der Legalität) anhand der 4 Bausteine einer Schutzklausellösung von Rio (Transparenz, Ueberwachung, Degressivität, zeitliche Beschränkung) bringen würden. Zu neuer GATT-Runde äusserten sich die Kyototeilnehmer USA, Japan und Kanada positiv, während dem die EG ihre bekannte vorsichtigere Haltung aufrecht erhielt. Am 20.-22. März wird das Handelskomitee seine Vorschläge an die Minister finalisieren.

Brunner.

EIDGENÖSSISCHES DEPARTEMENT FUER
AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN

Bern, den 18. Februar 1985

Informations- und Pressedienst

1.A.22.14.7.3. - BIC/sm

Interne Verteilerliste

Betrifft:

WOCHENTELEX 8/85

Vertraulich

Bundesrat Aubert		CFA
Sekretäre Chef EDA	Herr Jaccard Herr Erard	JL ER
Politischer Direktor	Botschafter Brunner	BRE
Chef Sekretariat pol. Direktor	Herr Lorétan	LR
Koordination und Planung	Herr Schaller	SRU
Sekretariat pol. Direktor	Frl. Chollet	W 156
Rechtsberater	Botschafter Monnier	MX
Protokoll	Botschafter Manz Herr Barbey	MA BAC
Politisches Sekretariat	Botschafter Ritter Herr Wyss	RR WS
Politischer Dokumentationsdienst	Herr Schmalz	SZ
Kanzlei politisches Sekretariat		W 338
Politische Sonderfragen	Minister von Arx	AX
Finanz- und Wirtschaftsdienst	Minister Faillettaz Herr Faivet	FA FB
Politische Direktion		
Politische Abteilung I	Botschafter Pianca Herr Fetscherin Herr Faessler Herr de Dardel	PIA FN FCH DJ
Politische Abteilung II	Botschafter Wipfli Herr Boillat Herr Strauch	WIP BA STH
Sektion für konsularischen Schutz	Herr Wyttenbach	WH
Auslandschweizerangelegenheiten	Minister Leippert	LT
Fremde Interessen	Herr Ghisler Kanzlei	GH Ei 101
Direktion für internat. Organisat.	Botschafter Muheim Minister Uhl Minister Staehelin	MF UL ?
Sektion Vereinte Nationen und internat. Organisationen	Herr von Graffenried	GV

./.

- 2 -

Sektion internationale wissenschaftliche Angelegenheiten	Herr Creola	CRE
Sektion für kulturelle und UNESCO-Angelegenheiten	Herr Luciri	LC
Sekretariat der nationalen schweiz. UNESCO-Kommission	Herr Theurillat	TB
Information über UNO-Angelegenheiten	Herr Bucher	BUJ
Direktion für Völkerrecht	Botschafter Krafft Minister Stettler Minister Reimann	KT STR REI
Sektion Völkerrecht	Herr Imhof	IH
Sektion Entschädigungsabkommen	Frau Pauli	PS
Sektion Staatsverträge	Herr Rubin	RC
Sektion Landesgrenze und Nachbarrecht	Herr Dubois	DS
Sektion Verkehr	Herr Hulliger	HG
Seeschiffahrtsamt Basel	Direktor Hulliger	Basel
Generalsekretariat	Botschafter Glesti Herr Indermühle Herr Baumgartner	GLS IND BAG
Sektion Rekrutierung und Ausbildung des Personals	Herr Bodenmüller	BOD
Personalsektion	Herr Kaiser/Herr Reich	KA/RE
Sektion Bezüge und Zulagen	Herr Killias	KC
Verwaltungsinspektorat und konsularische Angelegenheiten	Herr Sunier	SQ
Kuriersektion	Herr Scheurer	SR
Direktion für Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe	Botschafter Staehelin	SFR
Stellvertretender Direktor	Herr Wilhelm	WM
Delegierter für Katastrophenhilfe im Ausland	Herr Blaser	BL
Vizedirektor	Herr Giovannini	GI
Vizedirektor	Herr Högger	HL
Informationsdienst	Herr Leuzinger	LP
Multilaterale Angelegenheiten	Herr	
Sektion Internationale Hilfswerke	Herr von Muralt	MD
Integrationsbüro EDA/EVD	Minister Kellenberger	Ke

1 Ex. Délégation suisse près l'AELE, 1 Ex. Mission permanente, Genève
35 Ex. BAWI, Büro 81, Bundeshaus Ost (vom Wochentelex nur 26 Ex.)

(vom Wochentelex 1 Ex. an Raymond Probst, a. Staatssekretär,
Brunnadernstr. 76, 3006 Bern)

EIDGENOESSISCHES DEPARTEMENT FUER
AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN

Bern, den 18. Februar 1985

Informations- und Pressedienst

i.A.22.14.7.3. - BIC/sm

Ch 19. Feb. 85 14

V E R S A N D L I S T E

Betrifft: **WOCHENTELEX 8/85** Vertraulich

DIPLOMATISCHE VERTRETUNGEN

Abidjan		New York / UNO
Abu Dhabi	Dublin	Oslo
Addis Abeba	Guatemala	Ottawa
Akkra	Hanoi	Panama
Algier	Harare	Panmunjom
Amman	Havanna	Paris
Ankara	Helsinki	Paris / OECD
Asuncion	Islamabad	Paris / UNESCO
Athen	Jakarta	Prag
Bagdad	Kairo	Pretoria
Bangkok	Khartoum	Quito
Beijing	Kigali	Rabat
Beirut	Kinshasa	Riad
Belgrad	Kopenhagen	Rom
Berlin DDR	Kuala Lumpur	San José
Bogota	Kuwait	Santiago de Chile
Bonn	Lagos	Singapur
Brasilia	La Paz	Sofia
Brüssel	Lima	Stockholm
Brüssel / Mission	Lissabon	Strassburg / Europarat
Budapest	London	Söl
Buenos Aires	Luanda	Tananarive
Bukarest	Luxembourg	Teheran + Fremde Inter.
Canberra	Madrid	Tel-Aviv
Caracas	Manila	Tokio
Colombo	Maputo	Tripolis
Conakry	Mexico	Tunis
Dakar	Monrovia	Warschau
Damaskus	Montevideo	Washington
Dar es Salaam	Moskau	Wellington
Den Haag	Nairobi	Wien
Dhaka	New Delhi	Yaoundé

GENERALKONSULATE:

Hong Kong
Mailand
München
New York
Frankfurt

Ch 19. Feb. 85 14

Genf / IO

97 Vertretungen
+ 5 Generalkonsulate

102 total

=====

EIDGENOESSISCHES DEPARTEMENT FUER
 AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN
 Informations- und Pressedienst

Bern, den 18. Februar 1985
 VERTRAULICH

i.A.22.14.7.3. -

BIC/sm

T E L E G R A M M (CH)

WOCHENTELEX 8/85

a) an die diplomatischen Vertretungen in:

- Ankara	- Lagos	- Peking
- Bagdad	- Lissabon	- Prag
- Bangkok	- London	- Pretoria
- Brasilia	- Luxemburg	- Rabat
- Brüssel (Botschaft + Mission)	- Madrid	- Riad
- Buenos Aires	- Mexiko	- Rom
- Canberra	- Moskau	- Santiago
- Caracas	- Nairobi	- Stockholm
- Dar es Salaam	- New Delhi	- Teheran
- Den Haag	- New York/Swissobser	- Tel Aviv
- Dublin	- Ottawa	- Tokio
- Helsinki	- Oslo	- Warschau
- Jakarta	- Paris (auch OECD)	- Washington
- Kairo		- Wien

b) mit Kurier an alle übrigen diplomatischen Vertretungen sowie an die Generalkonsulate Hong Kong, New York, Mailand, München und auch an die Delegation in Panmunjom.

c) an die Direktionen, Abteilungen und Dienste der Zentrale zur Information.

d) an das Bundesamt für Aussenwirtschaft (BAWI) und das Integrationsbüro des EDA/EVD.